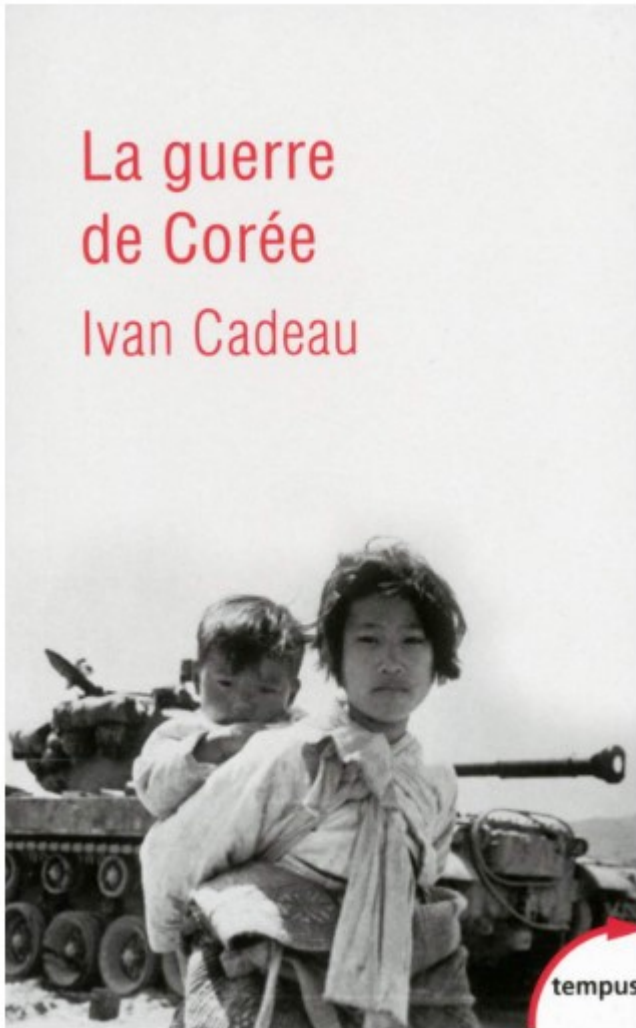


**Le 25 juin 1950, peu avant l'aube, les forces de l'Armée populaire de Corée franchissent le 38<sup>e</sup> parallèle, la ligne qui sépare depuis 1945 la péninsule coréenne en deux zones d'occupation. L'offensive marque le début d'un conflit qui opposera, pendant trois ans, la République populaire démocratique de Corée et la République de Corée, puis les puissances qui les soutiennent.**



La division de la Corée remonte à la capitulation japonaise d'août 1945. Les troupes soviétiques occupent alors le nord du parallèle, les forces américaines le sud. La frontière, conçue comme une mesure provisoire, devient permanente avec l'échec des négociations sur une réunification. En 1948, deux États rivaux sont proclamés : au sud la République de Corée, dirigée par Syngman Rhee et soutenue par Washington ; au nord la République populaire démocratique de Corée, dirigée par Kim Il-sung et appuyée par Moscou. Les troupes d'occupation soviétiques et américaines se retirent pour l'essentiel en 1948 et 1949, laissant face à face deux régimes qui revendiquent chacun l'autorité sur l'ensemble de la péninsule.

L'attaque du 25 juin est précédée de plusieurs incidents frontaliers au cours des mois

antérieurs. Elle est cependant d'une autre ampleur : l'Armée populaire de Corée engage des unités blindées équipées de chars soviétiques T-34 et avance sur plusieurs axes, l'effort principal étant dirigé vers Séoul. Les forces sud-coréennes, moins nombreuses et dépourvues d'armement lourd comparable, reculent rapidement. La capitale tombe le 28 juin, trois jours après le déclenchement de l'offensive.

Selon les archives soviétiques rendues publiques après 1991, Kim Il-sung avait obtenu, dans les mois précédents, l'accord de Joseph Staline pour l'opération, ainsi que celui de Mao Zedong. L'Union soviétique avait fourni équipement et conseillers militaires.

La réaction internationale est immédiate. Le Conseil de sécurité des Nations unies se réunit le jour même, à New York, et adopte la résolution 82, qui constate une rupture de la paix, exige la cessation des hostilités et le retrait des forces nord-coréennes au nord du 38<sup>e</sup> parallèle. L'Union soviétique, qui boycottait alors le Conseil pour protester contre le maintien du siège chinois au gouvernement nationaliste de Taïwan plutôt qu'à la République populaire de Chine, n'est pas présente et ne peut opposer son veto. Le 27 juin, la résolution 83 recommande aux États membres d'apporter leur assistance à la République de Corée.

Le même 27 juin, le président américain Harry Truman annonce l'engagement des forces aériennes et navales des États-Unis en soutien à Séoul. Les premières troupes terrestres américaines sont déployées au début de juillet. Une coalition placée sous l'égide des Nations unies et commandée par le général Douglas MacArthur se constitue dans les semaines suivantes, regroupant des contingents de plusieurs pays.

Le conflit, qui se prolongera jusqu'à l'armistice signé à Panmunjeom le 27 juillet 1953, fige la division de la péninsule à proximité de la ligne d'avant-guerre. Aucun traité de paix n'a été conclu depuis lors.



Monclar. Détail d'une affiche coréenne 2026 de commémoration.

La France, déjà engagée militairement en Indochine, ne déploie pas de contingent terrestre dès le déclenchement du conflit. Sa première contribution est navale : l'avisos colonial *La Grandière*, rappelé du golfe du Siam, est intégré aux forces navales de l'ONU et participe notamment au débarquement d'Incheon, le 15 septembre 1950. Le gouvernement dirigé par René Pleven, sous la présidence de Vincent Auriol, décide ensuite la formation d'une unité terrestre. Le bataillon français de l'ONU (BF/ONU) est créé le 25 août 1950, constitué de « volontaires »<sup>[1]</sup> issus de l'armée d'active, des réserves et de l'Union française. Il se forme à l'automne au camp d'Auvours, dans la Sarthe.

Le commandement en est confié à [Raoul Magrin-Vernerey, dit Ralph Monclar](#), général de

corps d'armée et vétéran de la Première Guerre mondiale, de la campagne de Norvège et de la France libre. Pour pouvoir prendre la tête d'une unité de la taille d'un bataillon, conforme aux structures de l'armée américaine à laquelle elle doit être rattachée, il accepte d'être rétrogradé au grade de lieutenant-colonel. Le bataillon compte initialement un peu plus de mille hommes. Au total, environ 3 400 Français se succéderont dans ses rangs jusqu'en 1953.

Le bataillon embarque à Marseille le 25 octobre 1950 et débarque à Busan à la fin novembre. Il est intégré au 23<sup>e</sup> régiment d'infanterie de la 2<sup>e</sup> division d'infanterie américaine, dite « *Indian Head* », et combat aux côtés du régiment commandé par le colonel Paul Freeman. Ses premiers engagements ont lieu en janvier 1951, à l'est de Séoul, alors que l'intervention chinoise, débutée fin 1950, a repoussé les forces de l'ONU. Le bataillon se distingue lors de la bataille de Twin Tunnels, fin janvier et début février 1951, puis à Chipyong-ni, à la mi-février, où la 2<sup>e</sup> division résiste à des assauts chinois répétés. Il prend part par la suite à d'autres combats, dont celui de la cote 1037, la bataille de Crève-cœur à l'automne 1951, et l'engagement d'Arrowhead en octobre 1952.

Selon les bilans publiés par les autorités françaises, le bataillon a perdu environ 290 tués, dont des combattants coréens intégrés à l'unité, et compte quelque 1 350 blessés, ainsi qu'une douzaine de prisonniers et plusieurs disparus. Les chiffres varient légèrement d'une source à l'autre. L'unité reçut plusieurs citations présidentielles américaines et coréennes ainsi que des citations à l'ordre de l'armée française.

Après l'armistice de juillet 1953, le bataillon quitte la Corée à l'automne pour l'Indochine, où il forme l'ossature du régiment de Corée et du groupement mobile 100 (GM 100).

---

## Note :

1. **Tous volontaires ?** Pour l'histoire, le bataillon français de l'ONU reste celui des volontaires qui se sont engagés spontanément pour aller combattre en Corée. Ce terme de « *volontaire* » mérite toutefois d'être explicité et nuancé. S'il est vrai qu'au moment de la constitution du BF/ONU, le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Blanc s'oppose à l'envoi de soldats d'active, seuls quelques uns intégreront l'unité à l'automne 1950, la situation évolue au cours de l'année 1951. En effet, malgré plusieurs campagnes de recrutement, le manque de jeunes français réservistes volontaires pour rejoindre le bataillon est tel qu'après avoir autorisé le personnel d'active à poser sa candidature, le Secrétaire d'État à la guerre de l'époque, Pierre de Chevigné ordonne, au mois d'octobre 1951, de procéder à des désignations d'office parmi les militaires en instance de départ pour l'Indochine.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)